

Questions orales

Colombie-Britannique où des sommes considérables de plusieurs dizaines de millions sont investies pour créer des emplois et soutenir l'économie dans une période très difficile. Mon collègue doit reconnaître qu'il faut de l'argent pour ces dépenses et qu'il est normal de se le procurer de la façon proposée et que le Parlement, comme je le disais, a approuvée.

* * *

L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE CANDU

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État au Commerce international; elle est supplémentaire aux questions que mon collègue a déjà posées. Le jargon employé par le ministre dans sa réponse aux questions de mon collègue montre qu'il ignore ce qui se passe ou qu'il essaie de cacher son ineptie et celle de son prédécesseur, puisqu'ils ne sont pas parvenus à conclure une vente de réacteur Candu et qu'ils ont présidé à l'annulation d'une autre vente pendant leur mandat. Le ministre pourrait-il déclarer sans ambage que le transfert de technologie se fera uniquement si le client s'engage à avoir longtemps recours aux fournisseurs et aux ingénieurs canadiens et qu'il ne se contentera pas de tout lâcher et de compromettre l'avenir de ce secteur rien que pour obtenir cette commande dans l'espoir de sauver sa peau sur le plan politique?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Monsieur le Président, je ne peux rien imaginer de plus ridicule que de nous recommander de négocier les ventes éventuelles de réacteurs Candu sur le parquet de la Chambre. Je n'accepte pas du tout l'idée d'exposer à la Chambre les conditions finales que je compte imposer dans les négociations actuelles sur la vente de réacteurs Candu.

LES CONDITIONS DE VENTE PROPOSÉES À LA CORÉE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, c'est une réponse absolument ridicule, qui ne tient pas compte du tout de la question que je pose. Les entreprises de ce secteur voudraient sauver leurs emplois et leur avenir. L'EACL veut vendre son eau lourde et son génie d'une façon qui va compromettre irrémédiablement l'avenir de ce secteur au Canada. Le gouvernement tient surtout à sauver sa peau à brève échéance, et il ne songe pas à l'avenir de ce secteur.

Est-ce la toute dernière tentative du gouvernement pour cacher l'embarras qu'il éprouve de ne pas avoir vendu de réacteurs Candu en arrachant à la Corée la promesse ferme d'acheter pendant une longue période des réacteurs Candu pour répondre à ses besoins, et d'avoir recours aux fournisseurs et aux ingénieurs canadiens?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Monsieur le Président, j'ignore si le député a beaucoup d'expérience dans les affaires, mais je lui certifie que, peu importe que son attitude soit influencée ou non par les ventes imminentes, je me fiche pas mal de la politique lorsqu'il s'agit

de créer des emplois au Canada grâce à la vente de biens et de services canadiens, notamment de réacteurs Candu. Il faut essayer de faire le plus de ventes possible dans l'intérêt du Canada et il ne faut pas tenir compte des considérations d'ordre politique, ce que le député craint de toute apparence.

* * *

LES FINANCES

LA RÉPARTITION DES FONDS DE CRÉATION D'EMPLOIS DANS LA RÉGION DE HAMILTON

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, maintenant que mon collègue de Calgary a donné le ton, je voudrais poursuivre dans la même veine en posant une question au ministre des Finances qui était avec nous il y a à peine quelques minutes. Je profite de ce qu'il se rassemble pour lui faire remarquer qu'il est membre d'un gouvernement qui a tant piqué dans l'assiette au beurre qu'elle est pratiquement vide.

Sur quoi le gouvernement se fonde-t-il pour débloquer des crédits en matière d'emplois si ce n'est le taux de chômage d'une région donnée? Étant donné qu'il est de 11.1 p. 100 dans toute la région de Hamilton, comment se fait-il que ses collègues, le ministre qui représente Hamilton-Est et le député de Hamilton-Ouest, aient reçu respectivement \$500,000 pour leur circonscription alors rien de tel n'a été prévu pour la circonscription de Hamilton-Wentworth? Je viens de signaler la chose à mon collègue de Hamilton Mountain et lui non plus n'a entendu parler de rien pour sa circonscription?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, une circulaire à cet effet a été envoyée à tous les députés. Elle est datée du 1^{er} février 1984, mais je crois qu'on l'a envoyée il y a quelques jours seulement.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Pas encore.

M. Lalonde: On m'a dit que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration l'avait envoyée à tous les députés pour leur expliquer sur quoi se fondait le programme de mesures spéciales en matière d'emplois.

M. Munro (Hamilton-Est): On a donné trois millions de dollars à Fireston; Renseignez-vous mieux, Geoff!

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, j'espère que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ne l'a pas expédiée par la poste car nous pourrions attendre longtemps.

ON DEMANDE D'AFFECTER DES FONDS À LA CIRCONSCRIPTION DE HAMILTON-WENTWORTH

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, le ministre accepterait-il, et je lui fais cette demande à titre personnel, d'affecter \$500,000 à la circonscription de Hamilton-Wentworth dans le cadre des programmes d'emploi prévus dans son nouveau budget?